



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 20 octobre
Sous la présidence de M. Noel DIMARCQ
Vice-Président Recherche et Innovation
Et la coprésidence de M. Stéphane AZOULAY
Vice-Président Formation

N°11/2020

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme AYERBE Cécile, Mme BERTRAND Marie-France jusqu'à 11H40, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BOUISSOU Stéphane, M. BURGER Alain, M. BRUNY Rémy jusqu'à 12H05, M. CAILLER Bruno, M. CRISTOFARI Gaël, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, M. DELLAMONICA Jean, Mme DEMARIA Samira, Mme EL SAYED Eva jusqu'à 12H05, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MIGLIACCIO Claire jusqu'à 12H30, Mme N'AIT BOUDA Faïza, M. PETIT Éric, Mme PLOUVIEZ Mélanie de 10H00 à 11H40, M. RABIER Quentin jusqu'à 12H05, M. RASSE Paul, Mme ROMERO Margarida, M. ROULEAU Matthieu, M. SERRANO Benjamin, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VEZIAN Anthony, M. VIZZARI Jean-François,

AVAIENT DONNÉ PROCURATION :

Avant la séance : Mme BATAZZI Claudine à Mme HERITIER Camille, Mme BOISSELIER Pauline à M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick à Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme CHRISTIANS Elisabeth à M. Noël DIMARCQ, Mme COURTIN Christine à M. BONCOMPAGNI Eric, M. DA SILVA NEVES Fiorentino à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, M. DOUAI Ali à M. LECOUTEUX Guilhem, Mme GIBART Laetitia à Mme EL SAYED Eva, Mme GIACALONE Marjorie à M. CAILLER Bruno, Mme HAYOTTE Meggy à Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, Mme MALE à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, M. MOSCU Mircea à Mme EL SAYED Eva, M. SIIRIAINEN Fabrice à M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme TÜRK à Mme AYERBE Cécile,

En cours de séance : Mme BERTRAND Marie-France à M. LEGRAND Olivier à compter de 11H40, Mme PLOUVIEZ à Mme HERITIER à compter de 11H40, M. BRUNY Rémy à M. VEZIAN Anthony à compter de 12H05, Mme EL SAYED Eva à M. VEZIAN Anthony à compter de 12H05,

ÉTAIENT ABSENTS : Mme BERTONE Manuela, M. BIZIOU Michaël, M. BURRONI Gaël, Mme CERZO Delphine, M. COURDE Clément, M. DEMESLAY Christopher, M. DIEDERICHS Thibault, Mme FERAUD Aurélie, M. GARCIA Dimitri, M. GESBERT David, M. GOSSELET Ryan, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès, M. MORETTI Laurent, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. REVELLI Gabriel, M. ROSSI Andréa, M. ROSSO Thierry, ROUSSEAU Sylvain, Mme SESSA Virginie, M. SOFIA Pierre Niccolo, M. THOMIN Jean-Louis, Mme WALLISER Elisabeth, M. ZUCKER Arnaud,

INVITÉS PRÉSENTS : M. BARONE Pierre, Mme DANG Rani, M. DARMON David, Mme LACAS-GERVAIS Sandra, M. MADY Franck, M. MAISONOBE Philippe représentant M. D'ANGELO Yves, M. MEIERHENRICH Uwe, M. POURCHER Thierry, M. ROBERT Philippe.

M. AZOULAY ouvre la séance à 9H10.

Préambule :

- M. AZOULAY fait part de la volonté de la gouvernance de s'associer à l'émotion de l'ensemble de la nation face au drame d'un enseignant victime d'un attentat terroriste le 16 octobre dernier et souligne le devoir de chacun de véhiculer les valeurs fondamentales de laïcité, de tolérance et d'ouverture d'esprit et de lutter contre toutes les formes d'extrémisme et d'obscurantiste. Une minute de silence est observée en hommage à Samuel PATY.
- M. AZOULAY informe ensuite d'une demande d'ajout d'un point à l'ordre du jour concernant la proposition d'une Convention Universitaire pour les Maisons de Santé Pluri-professionnelles. Il souligne que ce point est important pour la Faculté de Médecine dans le contexte sanitaire actuel et précise que le Pr DARMON, Vice-président en charge de la Politique Santé viendra présenter le projet.

L'ajout du point à l'ordre du jour relatif à l'examen d'une Convention Universitaire pour les Maisons de Santé Pluri-professionnelles est approuvé à l'unanimité avec 50 voix.

I.- Vie Institutionnelle

I.1.- Approbation des procès-verbaux des séances précédentes

En l'absence de remarque sur les procès-verbaux mis en ligne sur l'intranet, M. AZOULAY propose de procéder à leur validation.

Les procès-verbaux des 8 septembre (partie I et II) et du 1^{er} octobre sont approuvés à l'unanimité avec 50 voix.

I.2.- Règlement intérieur du Conseil Académique

Afin de clarifier le mode de fonctionnement du Conseil M. AZOULAY explique qu'il est apparu nécessaire de consigner un certain nombre de points dans un règlement intérieur.

La majorité des articles présentés reprennent des éléments déjà inscrits dans les statuts issus du décret du 25 juillet 2019 et dans le règlement intérieur de l'établissement adopté par le Conseil d'Administration. L'ensemble des éléments en lien avec le fonctionnement des Instances, et du CAC en particulier, a été compilé et apparaît en italique dans le document proposé. Il est donc précisé que toute cette partie ne peut faire l'objet de modification.

D'autres points ont été ajoutés et concernent des précisions apportées afin de lever certaines ambiguïtés, ils sont surlignés en jaune et feront donc l'objet du vote de ce jour. Ils ont notamment trait à la définition du quorum, à la possibilité de donner procuration pour les conseillers qui partent avant la levée de la séance et la comptabilisation des votes. Un article a également été ajouté sur la confidentialité des débats et des documents, M. AZOULAY insiste sur la nécessité de respecter l'anonymat des rapporteurs en particulier pour les questions individuelles abordées en formation restreinte. M. DIMARCQ ajoute qu'il s'agit là d'une question de bon sens car des propos rapportés sortis de leur contexte, peuvent être très rapidement mal interprétés et précise qu'il pourrait être envisagé, si nécessaire, de faire signer à chaque membre du CAC un accord de confidentialité. M. AZOULAY rappelle que l'enregistrement des séances plénières a pour seul objet de faciliter la rédaction du PV et qu'il est effacé dès que le PV est publié.

Aux interrogations de M. VIZZARI sur la possibilité d'utiliser les mêmes outils pour les votes que ceux utilisés pour la pédagogie, M. AZOULAY répond que la question reste à étudier mais qu'il conviendra d'éviter de mettre en place des

procédures qui pourraient alourdir le travail des gestionnaires, la gestion dématérialisée des procurations dont le nombre peut varier en cours de séance risque notamment de s'avérer complexe.

Concernant les modalités de fonctionnement du Conseil à distance, M. AZOULAY indique que le règlement intérieur fait référence à la délibération 2020-28 du CAC qui les a précisées. Il ajoute que la liste des membres invités a été arrêtée par le CAC du 18 février (délibération N°2020-09). Ces délibérations seront annexées au RI.

Le règlement intérieur présenté est approuvé à l'unanimité avec 53 voix.

3) Désignation des membres de la commission d'exonération des droits d'inscription

M. AZOULAY rappelle que les modalités d'exonérations avaient été validées en CAC le 8 septembre et en CA le 30 septembre et que la séance de ce jour doit valider la nomination des représentants du CAC au sein de cette commission. Il fait part des candidatures de Mme Marie-Agnès PERALDI pour les Enseignants/Enseignants-Chercheurs et Mme Eva EL SAYED pour les Etudiants et remercie les candidates pour leur engagement.

Au terme d'un vote à bulletin secret Mme PERALDI est élue avec 47 voix pour et 4 votes blancs ou nuls et Mme EL SAYED est élue avec 48 voix pour et 3 votes blancs ou nuls.

II.- Recherche

II.1.- Appel à Projet FSE FEDER 2020 « Développer l'enseignement à distance pour les formations de l'enseignement public supérieur pour les personnes éloignées de l'emploi et les jeunes »

Annexe 1 « Résumé du Projet OpenSkills@UCA »

Annexe 2 « Plan de financement du projet OpenSkills@UCA »

Intervenant :

- M. Stéphane AZOULAY, (MCF-HDR / ICN UMR 7272), Vice-Président Formation, Porteur du projet Openskills@UCA

M. Stéphane AZOULAY présente aux membres du conseil le dispositif de fonds européens de développement FSE.

Face à la crise sanitaire d'ampleur inédite à laquelle font face les pays européens, la Commission européenne a proposé une série de mesures dont :

- Un cadre temporaire pour les aides d'Etat en lien avec la crise pour la période du 1er février au 31 décembre 2020.
- Une nouvelle Initiative d'Investissement en Réaction au Coronavirus (CRII) au titre de la politique de cohésion, adopté par le Parlement en urgence le 30 mars 2020, Règlement (UE) n° 460/2020.

L'objectif de cette nouvelle initiative est de permettre aux Etats Membres de faciliter la mobilisation des fonds FEDER et FSE restant disponibles en direction de la lutte contre les effets de la crise sanitaire liée au COVID 19.

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020, est responsable de la mise en œuvre du Programme Opérationnel FEDER FSE. A ce titre, elle s'est engagée à « Investir dans les compétences, l'éducation et la formation tout au long de la vie » (OT10 - Axe 5 du Programme Opérationnel).

Afin de permettre que l'activité de formation soit maintenue et développée, un appel à propositions spécifique est mis en œuvre dit « AAP FSE OS5 CRII » à destination des établissements publics de l'enseignement supérieur. L'objectif est de permettre le déploiement des modalités de formation à distance.

Dans le respect du cadre légal et réglementaire imposé, cet appel vise ainsi à répondre aux contraintes nées de la crise sanitaire dans le domaine de la formation. Au titre du Schéma Régional de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), la Région a souhaité accompagner les dynamiques visant à développer les infrastructures indispensables au déploiement des nouvelles formations afin de favoriser la réussite des étudiants.

Ainsi, l'objectif 8 du SRESRI « Améliorer les conditions d'études » met en avant l'ambition de développer les innovations pédagogiques (ou vise le développement des innovations pédagogiques) par la multiplication des expériences de pédagogie active et numériques (simulation, projets, pédagogies numériques, enseignement à distance...).

Le Vice-Président Formation indique également que le programme spécifique de financement FSE porte sur une thématique spécifique : « **Développer l'enseignement à distance pour les formations de l'enseignement public supérieur pour les personnes éloignées de l'emploi et les jeunes** ».

Afin de valider le dépôt du projet auprès de la Région, la procédure de l'AAP FEDER FSE requiert le vote du Conseil Académique et du Conseil d'Administration d'UCA.

Concernant l'AAP à projet 2020, UCA présente le projet suivant : OpenSkills@UCA (Annexe 1, 2 et 3)

Ce projet est axé sur le financement d'ingénieurs pédagogiques qui accompagneront les Enseignants ainsi que des moyens supplémentaires afin d'augmenter les capacités de serveur. Ce projet est cofinancé à 50 pour cent par les fonds FEDER et piloté par la Région. Université Côte d'Azur soutient ce projet avec un cofinancement porté sur des actions en numéraire ou en valorisation de masse salariale. (Annexe 2 et 3, cf. Plan de financement)

M. Stéphane AZOULAY présente aux conseillers le projet. Il indique que l'objectif principal d'OpenSkills@UCA est d'acquérir des financements pour l'établissement qui seront mis au service de toute la communauté Universitaire dans le cadre d'accompagnements dédiés aux compétences transversales.

Les postes seront positionnés au centre d'accompagnement pédagogique afin :

- De participer aux formations qui sont donnés aux Enseignants
- D'accompagner ceux et celles qui souhaitent développer leur enseignement dans le cadre du projet.

M. Stéphane AZOULAY précise également que les activités proposées sont une « hybridation ». Cela implique un accompagnement et un mode d'enseignement différents. Ces modes complémentaires ne remplaceront pas les enseignements en présentiel.

La parole est donnée aux conseillers.

Un conseiller s'interroge le projet FEDER FSE et ses liens avec d'autres financements Recherche

M. Stéphane AZOULAY précise que le FEDER est orienté particulièrement Recherche sur de « l'équipement ou du bâtiminaire ». Cet AAP FSE spécifique est lui issu en partie de fond européens ERASMUS+ restant disponibles qui sont confiés à la Région. Celle-ci attribuera par la suite les crédits aux différents porteurs de projet. Les crédits devraient être consommés avant la fin de l'année 2022 et il n'y a pas de lien avec le FEDER.

Un conseiller demande des informations supplémentaires sur le projet : interrogation sur les serveurs et le budget dédié aux prestations externes du projet.

M. Stéphane AZOULAY précise que le budget de fonctionnement du projet est fortement dédié à l'achat de serveurs. Les dépenses en prestations externes concernent le partenariat avec la société EDUNAO qui interviendra sur certains outils avec un objectif de développement. Ces nouvelles propositions porteront sur la mise en place :

Conseil Académique n°11 du 20 octobre 2020

- D'un système de badge
- D'un logiciel d'accompagnement pour le suivi des étudiants
- D'un logiciel de Learning Analysis

Un conseiller s'interroge sur la question des compétences transversales et de la numérisation

M. Stéphane AZOULAY indique que l'objectif du projet est une aide à la restructuration en lien avec des actions de meilleures qualité.

Le Vice-Président formation souligne que les personnes qui sont intervenues sur la question des compétences transversales et qui ont fait un formidable travail depuis presque 3 ans n'ont pas eu d'accompagnement. En outre ce n'est pas leur mission principale. Si l'offre doit être augmentée, il est nécessaire de faire appel à des ingénieurs qui vont améliorer les ressources pédagogiques. Cependant « l'hybridation » ne signifie pas un passage total à la numérisation.

Un conseiller s'inquiète d'une généralisation des cours en distanciel

M. Stéphane AZOULAY insiste sur le fait que l'objectif du projet est de permettre à des publics dits « empêchés » de pouvoir suivre les cours et de proposer des parcours qui ne sont pas forcément réalisable dans les contraintes des emplois du temps d'UCA. Cela ne concerne pas la majorité des enseignements et le but est de permettre un appui et un meilleur usage du numérique. Ceci n'est en aucun cas la suppression du présentiel.

M. Stéphane AZOULAY expose notamment l'exemple de certains Enseignants qui souhaitent davantage travailler avec la pédagogie inversée ce qui nécessite une part de numérique. Cependant cela n'a de sens que s'il y a des enseignements en présentiel et un format d'échange différent.

M. Stéphane AZOULAY rappelle également qu'un chargé de mission, le Pr Fabrice SIIRIAINEN a été nommé sur les thématiques de droit d'auteur, de propriété intellectuelle et de droit à l'image. Celui-ci rendra un rapport détaillé et ses travaux seront présentés en Conseil Académique. L'objectif sera de clarifier ces dispositifs dans le respect de la réglementation en vigueur.

Un conseiller souligne en effet qu'il sera nécessaire d'étudier les projets au regard du droit existant.

M. Stéphane AZOULAY confirme que c'est précisément pour cela que le Pr Fabrice SIIRIAINEN a été nommé en Juillet 2020 et pour proposer un cahier des charges précis au Conseil Académique afin de garantir une transparence totale sur ces thématiques.

Une conseillère souhaite soutenir l'initiative dans la mesure où il s'agit d'engager des ingénieurs pédagogiques complémentaires. En effet Université Côte d'Azur doit augmenter son ratio d'ingénieur pédagogique car c'est cette catégorie de personnel qui est mobilisée pour aider l'ensemble des enseignants Chercheurs à réaliser ce type de transformation. La conseillère salue cette aide qui sera un soutien certain dans les enjeux actuels.

Un conseiller souligne que les EUR SPECTRUM et LIFE, ont recruté des ingénieurs pédagogiques qui ont effectué un travail remarquable.

Une conseillère explique qu'elle est particulièrement convaincue de l'enrichissement du domaine par la collaboration avec les ingénieurs pédagogiques. Cependant, la conseillère remarque que le projet est basé sur la solution Intelliboard TM et qu'une société assure la sous-traitance pour la production de statistiques d'évaluation. Elle s'interroge sur le fait qu'UCA ne porte pas elle-même l'analyse de ses données et se demande qui en sera propriétaire.

M. Stéphane AZOULAY indique que la question des données est un point central et que le Délégué à la protection des données (DPO) est associé à ces questions. Le DPO est également associé aux questions d'utilisation des données et de leur diffusion. Le Vice-Président Formation explique qu'*Intelliboard TM* est un logiciel implémentable à toute plateforme Moodle avec une licence. Le complément de prestation du projet consiste à étudier et essayer de mettre en place des algorithmes de traitement et d'aide au suivi pour l'enseignement. UCA a les compétences en interne mais ne dispose pas des moyens suffisants pour les exploiter. M. Stéphane AZOULAY indique que le projet est en collaboration avec une société reconnue et recommandée par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

La conseillère s'interroge sur l'accès à ces algorithmes (fonds supplémentaires)

M. Stéphane AZOULAY précise que les discussions n'en sont pas à ce stade, cependant il souligne que le budget n'est pas extensible et les algorithmes devront être intégrés comme un plugin supplémentaire de Moodle dans le cadre du budget prévisionnel.

Une conseillère remarque que plusieurs projets font appel à de la sous-traitance dans le cadre des études statistiques et s'interroge sur la question des données transmises.

M. Stéphane AZOULAY donne un exemple de projet de collaboration avec une entreprise privée sur lequel UCA a été avantagée sur les prestations proposées à UCA par la suite.

En réaction, une conseillère précise qu'il faut avoir une certaine vigilance sur ce type de partenariat

Un conseiller souhaite avoir des précisions sur le Plugin permettant l'évaluation par les pairs.

M. Stéphane AZOULAY précise que c'est une proposition du Centre d'Accompagnement Pédagogique (CAP) et de son Directeur. Il s'agirait ici de développer un plugin spécifique permettant la fusion de l'activité Atelier et l'activité Devoir sur Moodle.

M. Stéphane AZOULAY cite l'analyse proposée par le CAP « L'objectif fonctionnel est de faciliter le processus en alignant l'évaluation par les pairs sur l'activité Devoir. Ajouter l'interopérabilité des grilles d'évaluation, le paramétrage fin des documents d'assistance sur la grille d'évaluation, la possibilité d'octroyer des extensions temps spécifiques, la sélection de certains étudiants et l'envoi de message ».

Suite à ces questions, M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président formation, propose aux conseillers de passer au vote.

Suite à la remarque d'une conseillère, M. Stéphane AZOULAY précise qu'il est nécessaire de passer au vote aujourd'hui pour respecter les délais fixés par la Région pour le dépôt du projet.

Le projet sera validé par une délibération du Conseil d'Administration le 22 Octobre 2020.

Le Conseil Académique donne un avis favorable à la majorité sur l'opération et le plan de financement prévisionnel du projet OpenSkills@UCA présenté dans le cadre de l'Appel à projet FEDER FSE (2 votes contre et 13 abstentions).

II.2.- Changement de Direction et de Direction Adjointe du Laboratoire Motricité Humaine Expertise Sport Santé (LAMHESS UPR 6312)

Annexe 4 « Extrait du CR du Conseil de Laboratoire du 07.09.20 »

Annexe 5 « Extrait CR Election du 03.09.20 »

Intervenant :

- M. Noël Dimarcq, Vice-Président Recherche

M. Noël Dimarcq précise que la directrice du Laboratoire Motricité Humaine, Expertise Sport Santé (LAMHESS UPR 6312), Mme Fabienne d'Arripe-Longueville a été investie dans l'équipe de Direction du LAMHESS à ses débuts (Unité de Recherche en Émergence (URE)). De 2012 à 2014, elle a occupé les missions de Directrice Adjointe et de Directrice de l'Unité propre du LAMHESS à partir de Septembre 2014 jusqu'à ce jour.

M. Noël Dimarcq tient à remercier Mme Fabienne d'Arripe-Longueville au nom d'Université Côte d'Azur pour son investissement remarquable dans ses fonctions au sein de l'unité.

Le LAMHESS a procédé le 3 Septembre 2020 à des élections. Le résultat du scrutin a donné 26 Votes en faveur de M. Raphaël ZORY (PR) sur 31 voix (Annexe 3). Le 7 Septembre 2020, M. Raphaël ZORY a présenté son projet devant le Conseil de Laboratoire et a proposé un directeur adjoint en la personne de M. Grégory BLAIN (MCF – HDR). Cette proposition a reçu un avis favorable à l'unanimité du Conseil du LAMHESS (Annexe 4).

Ce changement de direction sera effectif à compter du 20/10/20, date du départ de Mme Fabienne d'Arripe-Longueville de la Direction de l'Unité.

M. Noël Dimarcq propose aux conseillers de donner un avis favorable à la nomination de M. Raphaël Zory en tant que Directeur du LAMHESS et de M. Grégory BLAIN en tant que Directeur Adjoint.

Le Conseil Académique donne un avis favorable à l'unanimité à la désignation de M. Raphaël ZORY en tant que Directeur du LAMHESS et à M. Grégory BLAIN en tant que Directeur Adjoint à partir du 20 Octobre 2020.

II.3.- Auto évaluation à deux ans et évolution de la Fédération de Recherche Interventions en Santé (FRIS)

Annexe 6 « Formulaire d'Auto Évaluation de la FRIS »

Annexe 7 « Présentation de l'Auto Évaluation de la FRIS »

Intervenants :

- Mme Fabienne d'Arripe-Longueville (Codirectrice de la Fédération de Recherche Intervention en Santé Sport)
- M. Philippe Robert (Codirecteur de la Fédération de Recherche Intervention en Santé Sport)

M. Noël Dimarcq donne la parole à la Mme Fabienne d'Arripe-Longueville (Codirectrice de la FRIS) et à M. Philippe Robert (Codirecteur de la FRIS) pour leur présentation de l'autoévaluation de la FRIS. (Annexe 6 et 7).

Mme d'Arripe-Longueville et M. Philippe Robert présentent l'historique de création de la Fédération de Recherche Intervention en Santé (FRIS) et un bilan de son activité depuis deux ans.

La FRIS a été créée en 2018 sur l'initiative de deux laboratoires de l'UCA, le Laboratoire Motricité Humaine Expertise Sport Santé (LAMHESS, UPR 6312) et le Laboratoire Cognition Behavior Technology (CoBTek UPR 7276) ayant un historique de collaborations sur les interventions en santé. Le Laboratoire d'Anthropologie et de Psychologies Clinique, Cognitive et Sociale (LAPCOS UPR 7278), l'Unité de Recherche en Émergence URE TransitionS et l'URE RETINES font également partie des unités de recherche fondatrices. Les projets menés au sein de la FRIS mettent aussi en jeu des collaborations avec d'autres structures d'UCA, des établissements ou organismes du site intéressés.

Les actions envisagées de la FRIS pour la période 2021-2022 sont les suivantes :

- Contribution de la FRIS au développement de la politique de l'EUR Healthy
- Rééquilibrage thématique de la Fédération
- Développement de projets pluridisciplinaires de plus grande envergure et des collaborations internationales
- Développement de l'animation scientifique et meilleure participation des membres du conseil scientifique

- Transfert des connaissances scientifiques dans le domaine du soin, de l'éducation thérapeutique et de l'enseignement

En conclusion de leur présentation, les intervenants remercient également l'Université Côte d'Azur pour son soutien à la Fédération de Recherche Intervention en Santé.

M. Noël Dimarcq remercie les intervenants pour leur présentation.

La parole est donnée aux conseillers.

Un conseiller travaillant sur la Recherche interventionnel en prévention exprime son intérêt pour les activités de la FRIS. Il souhaite savoir comment rejoindre la Fédération.

Mme d'Arripe-Longueville précise que la FRIS incite les laboratoires et les personnes intéressés à prendre contact.

M. Noël Dimarcq complète la réponse en soulignant la logique des structures fédératrices d'Université Côte d'Azur pour le rapprochement de communautés, les échanges et la mise en commun d'idées. Durant 2 ans, la FRIS a créé une dynamique remarquable autour d'un premier cercle d'unités de recherche. Comme les autres fédérations, la FRIS s'ouvre aussi sur un second cercle de laboratoires ayant des sujets d'intérêts communs avec la fédération.

Un conseiller remercie les intervenants pour leur présentation. Il souhaiterait tout d'abord connaître le montant alloué aux projets soutenus par la Fédération. D'autre part, le conseiller souhaiterait savoir si les publications énoncées sont issues des collaborations au sein de la fédération. Enfin, il s'interroge sur l'objectif d'évolution de la fédération et l'éventuelle création d'une UMR.

Mme Fabien d'Arripe-Longueville précise que la fédération est dotée d'un budget limité (10 000 € par an) En effet, la dotation n'a pas pour objet de financer la totalité de chaque projet soutenu. Par conséquent les projets font souvent l'objet d'un cofinancement. En moyenne, la FRIS soutient à hauteur de 3000 € par projet.

Concernant les publications, elle confirme qu'elles sont le fruit des collaborations au sein de la fédération.

Concernant l'évolution de la fédération, la projection est de continuer à permettre de favoriser les rapprochements et interactions entre les unités. La transformation de la FRIS en unité de recherche ne s'inscrit pas encore comme projet d'évolution de la fédération.

M. Philippe Robert souligne que la fédération n'a pas la même fonction qu'une EUR et compte tenu de l'étendue du champ thématique de la fédération, il est difficilement envisageable de créer une seule structure.

M. Noël Dimarcq ajoute que les EUR sont en train d'être mises en place et qu'une réflexion est actuellement menée pour assurer la meilleure articulation entre les fédérations et les EUR.

En ce qui concerne le domaine de la santé, notamment dans le contexte sanitaire actuel, il s'agit d'exploiter au mieux la complémentarité des missions et actions des UMR, des EUR et des fédérations.

Une conseillère remarque que durant la présentation, peu d'informations ont été données au sujet des interactions avec les établissements de santé.

Mme d'Arripe-Longueville précise que le lien entre les structures de santé et la fédération se fait de façon naturelle avec les projets de recherche, en particulier avec le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) en cours de mise en place.

M. Philippe Robert confirme également que les interactions existent dans les projets. Il cite pour exemple le projet « Covid » en lien avec le CHU.

Suite à l'échange concernant la présentation de Mme Fabienne d'Arripe-Longueville et de M. Philippe Robert, M. Noël Dimarcq remercie les intervenants pour leur présentation.

Conseil Académique n°11 du 20 octobre 2020

M. Noël Dimarcq demande à Mme d'Arripe-Longueville et M. Philippe Robert de laisser le Conseil Académique échanger hors de leur présence.

M. Noël Dimarcq propose aux conseillers de donner un avis très favorable à l'autoévaluation, le bilan, l'évolution et les activités de la Fédération de Recherche Interventions en Santé (FRIS).

Le Conseil Académique donne un avis très favorable à l'unanimité à l'autoévaluation et à l'évolution de la Fédération de Recherche Interventions en Santé (FRIS)

II.4.- Auto évaluation et évolution de la Fédération Claude LALANNE à deux ans

Annexe 8 « Présentation de l'autoévaluation à deux ans de la Fédération Claude LALANNE »

Intervenant :

- M. Franck Mady, INPHYNI UMR 7010, Directeur adjoint de la Fédération Claude LALANNE

Noël Dimarcq laisse la parole à M. Franck Mady pour sa présentation de l'autoévaluation à deux ans de la Fédération Claude LALANNE (Annexe 8).

M. Mady précise avant l'exposé que le Directeur de la Fédération, le Pr Hanoun-Levy aurait souhaité être présent mais qu'il a malheureusement été retenu par des obligations en lien avec son activité hospitalière.

Dans sa présentation, M. Franck Mady expose aux conseillers les points abordés dans le cadre de l'autoévaluation à deux ans de la Fédération Claude LALANNE :

Présentation de la Fédération Claude LALANNE

- Le Contexte et les objectifs
- Les composantes partenaires
- Les thématiques structurantes
- Le pilotage

L'activité scientifique de la Fédération Claude LALANNE depuis 2018

- Les projets transversaux internes
- Les projets avec collaborations externes
- Les colloques

L'autoévaluation à deux ans de la Fédération Claude LALANNE

- Les points forts et les opportunités
- Les difficultés
- Les points à améliorer et les perspectives

Suite à la présentation, M. Noël Dimarcq remercie M. Franck Mady pour la qualité de son intervention et donne la parole aux conseillers.

Un conseiller remercie M. Mady pour sa présentation et remarque que l'Institut de Chimie de Nice (ICN UMR 7272) n'est pas indiqué comme « actif » dans les projets présentés. Il s'interroge sur les compétences apportées par l'ICN.

M. Franck Mady précise que cela ne signifie pas que la fédération ne s'intéresse pas aux sujets pouvant concerner l'ICN.

Le conseiller poursuit son intervention en précisant que dans le domaine de la tomographie par émission de positron, la fédération pourrait être intéressée par l'apport des compétences des chimistes.

M. Mady explique que la fédération n'a pas encore beaucoup communiqué dans le but d'identifier d'autres activités scientifiques pouvant entrer dans son périmètre. Cependant, la fédération reste intéressée pour élargir les collaborations à d'autres laboratoires.

Un conseiller remercie M. Mady pour son intervention et estime que les travaux de la fédération sont très importants. Le conseiller souhaite ajouter qu'en radiothérapie, les premiers tests vont être conduits pour utiliser de l'anti matière.

M. Dimarcq indique que les dispositifs du Centre Antoine Lacassagne ne sont peut-être pas adaptés à l'utilisation de faisceaux d'antimatière.

M. Dimarcq précise que la dotation allouée à la fédération par UCA n'a pas pour objectif de financer des projets d'envergure mais plutôt de soutenir des actions d'animation (colloques, échanges, site web) et de faire émerger des projets collaboratifs, ce qui a été le cas avec un projet ANR déposé et un grand projet structurant qui entrait dans le cadre de l'appel à projets EQUIPEX+ du PIA mais qui n'a finalement pas été déposé.

La fédération a permis de renforcer la dynamique sur des applications hors du domaine santé, en particulier vers les applications spatiales (laboratoire ARTEMIS, UMR 7250, CNES, ...)

M. Noël Dimarcq remercie M. Mady pour sa présentation de l'auto évaluation de la Fédération Claude LALANNE et lui demande de laisser le Conseil Académique échanger hors de sa présence.

M. Noël Dimarcq propose aux conseillers de donner un avis très favorable sur le bilan de la Fédération Claude LALANNE et sur son projet.

Le Conseil Académique donne un avis très favorable à l'unanimité à l'autoévaluation et à l'évolution de la Fédération Claude LALANNE (FCL)

II.5.- Budget 2021 : Soutien aux structures de recherche

Annexe 9 « Présentation du soutien aux structures de Recherche »

Intervenante :

- **Mme Magali Mailland**, Responsable Administrative du service Recherche de la Direction de l'Innovation et de la Recherche

M. Noël Dimarcq précise que, lors du Conseil Académique du 18 Décembre 2020, seront votées les dotations annuelles pour l'ensemble des structures de Recherche, suite à la validation du budget 2021 par le Conseil d'Administration d'UCA.

L'objectif de cette présentation est de sensibiliser les membres du Conseil Académique sur la question et le périmètre du budget Recherche d'Université Côte d'Azur.

M. Noël Dimarcq laisse la parole à Mme Magali Mailland pour sa présentation sur le budget Recherche (Annexe 9)

Suite à la présentation, M. Noël Dimarcq la remercie et précise qu'il s'agit d'un budget prévisionnel.

Il sensibilise les conseillers sur le fait qu'UCA a engagé des dépenses supplémentaires conséquentes pour faire face à la crise sanitaire. Ces dépenses devraient être prises en charge en totalité ou en partie par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Cependant ce soutien n'est pas encore confirmé et pourrait impacter la répartition du budget Recherche proposé.

A titre indicatif, M. Noël Dimarcq précise que la sphère recherche a été préservée dans l'effort financier supporté par UCA en lien avec la crise sanitaire.

D'autre part, M. Noël Dimarcq informe que la Loi de Programmation de la Recherche (LPR) devrait être implémentée. Dans ce cadre, une augmentation du soutien de base aux unités est attendue à partir de 2021. Néanmoins, sa mise en place effective devrait se préciser dans les semaines qui viennent.

M. Noël Dimarcq insiste également sur le fait que le périmètre du budget dédié à la Recherche comprend également les dépenses liées aux infrastructures et le coût de la rémunération des Enseignants Chercheurs (70 millions d'euros par an)

A la fin de cet exposé, la parole est donnée aux conseillers.

Une conseillère s'interroge sur la part du budget des écoles doctorales qui n'a pas pu être dépensée sur l'année 2020 en raison de la crise sanitaire.

M. Noël Dimarcq précise que tous les crédits issus de la dotation d'état qui n'ont pas été dépensés sur l'exercice ne seront pas reportés et viendront alimenter le fond de roulement d'UCA. Ainsi, les dotations aux unités de recherche ne pourront pas être reportées sur le prochain exercice. Cependant, M. Dimarcq invite les laboratoires à se rapprocher de la DRVI en cas de difficulté.

En ce qui concerne les CSI - Crédits Scientifiques Incitatifs (Colloque, Recherche et Equipement) la DRVI a procédé à une identification des crédits CSI non utilisés par les unités de recherche en 2020 afin de prévoir une enveloppe supplémentaire sur l'exercice 2021.

La conseillère propose d'utiliser ces crédits non dépensés pour pouvoir financer les prolongations de thèse.

Mme Magali Mailland ajoute que dans le cadre du dialogue de gestion avec l'ensemble de la gouvernance et le Directeur Général des services, la DRVI a proposé qu'une partie du fond de roulement provenant du CRB Recherche puisse être « réaffecté » (cf. Opération CSI 2020 énoncée ci-dessus) à la Recherche. L'arbitrage sera effectué lors du vote du budget initial de l'Établissement en décembre 2020. Elle précise qu'une augmentation du budget de 67000 euros est également demandée pour 2021 et pour les années suivantes afin de soutenir des actions pérennes pour la Recherche et devra être reconduite les années suivantes.

La Maison des Etudes Doctorale a recensé auprès des unités de recherche les demandes de prolongation de contrats doctoraux.

Le Collège des Ecoles Doctorales s'est réuni à deux reprises pour procéder à un arbitrage de ces demandes recensées. Les prolongations des contrats doctoraux sont prises en charge jusqu'à 3 mois par Université Côte d'Azur.

La conseillère s'interroge sur les prolongations de plus de trois mois et la prise en charge de leur financement.

M. Noël Dimarcq précise qu'UCA a confirmé la prise en charge des prolongations de trois mois sur ses fonds. Au-delà de 3 mois, UCA a demandé aux unités de recherche de prendre en charge ces prolongations sur leurs crédits. Les prolongations ont été identifiées et envoyées au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) pour demander la prise en charge de ces prolongations de contrat par le ministère. UCA est en attente de la confirmation et du niveau de cette prise en charge.

La conseillère souhaite savoir si les crédits non dépensés par les Écoles Doctorales peuvent être fléchés sur ces contrats.

M. Noël Dimarcq incite les Écoles Doctorales à signaler les reliquats à la DRH afin que le soutien aux prolongations de contrats doctoraux puisse être soutenu indirectement par les crédits non dépensés des Ecoles Doctorales via le fond de roulement de l'Établissement.

Une conseillère s'interroge : UCA a-t-elle prévu une étude sur la prolongation d'autres types de contrats de chercheurs hors thèses.

Mme Magali Mailland précise que, pour les contrats postdoctoraux, les dossiers sont traités au fur et à mesure des identifications par la DRVI en collaboration avec la Direction des Ressources Humaines.

Un conseiller souhaite obtenir des chiffres sur la distribution des contrats doctoraux du MESRI par discipline et par EUR.

M. Dimarcq précise qu'il souhaite proposer aux conseillers une présentation de la politique doctorale à une future réunion du Conseil Académique.

III.- Formation

III.9.- Offre de formation 2020/2021

III.9.1- Convention Universitaire pour les Maisons de Santé Pluri-professionnelles

Le Pr DARMON, Vice-président en charge de la politique Santé et Directeur du Département d'enseignement et de recherche en Médecine Générale présente cette convention (cf document joint)

M. DARMON rappelle le contexte du projet : les étudiants en Médecine effectuent la partie pratique de leur formation sur des terrains de stage essentiellement hospitaliers mais peuvent également être accueillis dans des structures de soins ambulatoires tels que des cabinets de médecine générale. Il indique que 90% des problématiques de santé trouvent leur solution dans les « soins de première ligne » constitués par l'accès aux médecins généralistes, aux pharmaciens, aux infirmières et au kinésithérapeutes. Afin de donner une place plus importante à la formation aux soins primaires, le projet de convention présenté a vu le jour. Le cadre de la convention a donc vocation à permettre de répondre aux implications en terme de responsabilité sociale des facultés de Médecine afin que la formation soit en adéquation avec les besoins majoritaires de la population. Il précise que les soins primaires se définissent comme les soins de premier recours, en particulier autour du médecin généraliste, et que des étudiants de 1^{er} et de 2^{ème} cycle sont actuellement accueillis dans les cabinets de médecine générale et dans les maisons de santé pluri-professionnelles. Ces maisons de santé consistent en des regroupements de professionnels de première ligne qui travaillent en coopération suivant des protocoles et accueillent également des étudiants en soin infirmier ou en kinésithérapie. Ces structures sont également des lieux de recherche qui permettent de répondre au besoin de produire des preuves pour améliorer la qualité des soins primaires. Ce type de convention porté par les Ministres de la Santé et des Solidarités et de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a pour objectif de donner un label universitaire à ces structures de soin ambulatoire qui accueillent des étudiants et produisent de la recherche. L'intérêt pour l'Université est de labéliser cette recherche, un grand nombre de structures universitaires de recherche existantes pourront désormais émarger pour l'obtention de crédits recherche auprès de la DGOS (Direction générale de l'Offre de Soins) Plus largement, la convention doit permettre à ces structures d'atteindre les plus hauts niveaux de qualité en termes de soins, de coopération interprofessionnelle, d'encadrement des étudiants et de recherche.

Toutes les structures de soin ambulatoire ne pourront recevoir ce label et un certain nombre de critères sera à respecter, elles devront, en outre, accueillir des étudiants en médecine de 1^{er} et 2^{ème} cycle ainsi que des étudiants en pharmacie, kinésithérapie et soins infirmiers, et avoir une pratique de recherche conséquente autour notamment d'un axe principal qui est le réseau de recueil de données de consultations. Ces structures doivent avoir un programme de formation et de recherche bien établi à présenter dans le cadre de la convention et doivent avoir conventionné avec l'assurance maladie dans le cadre d'un accord conventionnel pluriprofessionnel.

M. DARMON présente ensuite la maison de santé pluri-professionnelle multi-sites des Collines, première structure qui demande cette labélisation et au sein de laquelle il intervient. (cf convention jointe)

Il précise que cette structure présente un niveau d'offre de soins assez élevé avec notamment la mise en place de l'ensemble des dispositifs de télémedecine et une offre de soins techniques plus avancée que dans les cabinets de médecine générale. Un réseau de recueil de données de consultation a été mis en place et permet une analyse des pratiques et offre ainsi aux étudiants en médecine la possibilité d'effectuer leur thèse d'exercice sur la base de ces données.

La structure participe à diverses activités pédagogiques au sein de plusieurs diplômes nationaux et inter-universitaires ainsi qu'au DPC- Développement Professionnel Continu (=formation continue des médecins) Les actions sont menées dans 4 dimensions : pédagogie, recherche, responsabilité sociale et territoriale (visant à favoriser l'installation et l'implantation de structures dans des endroits en manque de professionnels de santé) et contribution au CI3P - Centre d'Innovation du Partenariat avec les Patients et le Public (visant à mobiliser les patients autour des axes de recherche et d'enseignement mais aussi de soins en qualité de pairs aidant)

En réponse au rapport du rapporteur, M. DARMON précise que le texte présenté reprend le modèle de convention publié dans le décret. Aux interrogations sur la composition nominative de l'équipe qui a été inscrite conformément au cadre publié, il indique que la convention devient caduque si les personnes dont la présence est obligatoire se retirent.

La convention présentée est approuvée à l'unanimité avec 54 voix.

III.9.2-Créations/Modifications de DE/DU

M. AZOULAY informe en préambule, que compte tenu du grand nombre de questions qui est souvent posé lors de l'examen de ce type de formation, il conviendra, désormais les porteurs de diplômes d'établissement afin qu'ils puissent présenter leur projet et répondre aux interrogations des conseillers.

III.9.2.1- DU Etudiant Entrepreneur

M. AZOULAY accueille Mme Rani DANG porteuse du projet de DU, Maître de Conférence en Sciences de Gestion spécialisée en innovation, stratégie et entrepreneuriat, rattachée au GREDEG, Directrice du Master « Innovation et Management des Territoires » et Chargée de Mission « Entrepreneuriat ».

Mme DANG informe du caractère particulier de cette formation qui s'inscrit dans une volonté de développer au plan national un diplôme d'étudiant entrepreneur dans l'ensemble des universités du territoire.

Elle précise que la formation présentée est issue d'un DU créé en 2014 qui est renouvelé assorti de profondes transformations. Elle explique que ce diplôme a été repensé pour être beaucoup plus innovant et que l'idée est également de développer l'esprit d'entreprendre. Cette transformation s'accompagne de l'objectif d'accroître significativement les effectifs qui plafonnaient jusqu'alors à 15 étudiants, et de les porter à 50 étudiants voire 150 étudiants pour la partie « découverte de l'entrepreneuriat ». Elle souligne parallèlement une visée intégrative du DU dans la mesure où tous les types d'entrepreneuriat sont concernés, du plus traditionnel à une forme d'entrepreneuriat complexe scientifique issu de la recherche.

La transformation du diplôme a été revue conjointement au niveau de l'établissement et au niveau national dans le cadre du réseau Pépite où un socle de compétences a été créé. La maquette a par ailleurs été discutée avec l'ensemble des acteurs du territoire de l'écosystème entrepreneurial, des EUR d'UCA et du programme L@UCA.

L'objectif du DU consiste en un programme multidimensionnel avec une offre à la carte, très modulaire pouvant se présenter comme une formation complémentaire aux formations initiales. Les étudiants déjà inscrits en licence ou en master pourront suivre ce DU quelle que soit leur aspiration. Ainsi le DU répondra à l'acquisition de compétences de 4 ordres : sensibilisation/découverte, d'expérimentation de l'esprit d'entreprendre, de capacité à construire un projet entrepreneurial et de mise en action à travers le lancement de projet (avec accompagnement sur mesure)

Les modalités proposées seront hybride entre distanciel et présentiel. En fonction des options choisies le volume horaire pourra varier entre 56 et 120 H, la formation sera très modulaire le choix des UE et l'acquisition du diplôme pouvant s'étaler sur 3 ans maximum.

Mme DANG présente ensuite le détail du programme (cf document joint)

Elle fait part de son souhait de voir la partie « deeptech entrepreneurship » (UE5 de spécialisation) se décliner aussi en un DU spécifique. Cette partie concerne l'entrepreneuriat scientifique et toutes les problématiques liées au transfert technologique via la création d'entreprise. Elle s'inscrit dans une volonté nationale visant à renforcer les liens entre la recherche et l'entrepreneuriat, et à former les chercheurs aux compétences managériales. L'idée de cette formation sera donc de sensibiliser à la création d'entreprises issues de la recherche les jeunes chercheurs, encadrants de thèses, directeurs de laboratoires et chargés d'affaire des incubateurs.

L'objectif est donc d'appréhender tous les enjeux des innovations de rupture, l'appellation « deeptech » recouvrant les projets issus de laboratoire de recherche qui ont un temps de commercialisation et de développement très long avec de fortes barrières à l'entrée et nécessitant une forte capitalisation.

Cette formation sera complémentaire à l'existant car il n'existe pas à l'heure actuelle de sensibilisation à l'entrepreneuriat auprès des doctorants.

Mme HERITIER fait part d'informations qu'elle aurait trouvé sur le site du Ministère et selon lesquelles le DU étudiant-entrepreneur serait exclusivement réservé aux étudiants déjà entrepreneurs et qui auraient donc obtenu ce statut national. Elle s'interroge en conséquence sur la possibilité pour l'Etablissement de l'ouvrir à un large public.

Mme DANG répond qu'il n'y a pas de lien direct entre le statut d'étudiant entrepreneur qui peut être obtenu sans avoir suivi la formation et le DU qui est, quant à lui, ouvert à tous. Elle précise que cette volonté d'ouverture est notamment affichée dans le dernier appel à projet « Esprit d'entreprendre » lancé par le Ministère. Elle ajoute que le Ministère a laissé toute latitude aux universités dans la déclinaison des DU locaux de rendre ou non obligatoire l'acquisition de ce statut pour s'inscrire au DU, et que le choix fait par UCA est de ne pas le rendre obligatoire.

M. AZOULAY précise que si cette contrainte réglementaire liée à l'ouverture du DU était avérée, elle serait bien entendu appliquée, mais il pense que dans une période ou un grand nombre d'assouplissements sont accordés, le projet d'ouvrir le DU au public le plus large pourra être maintenu.

Mme HERITER ajoute que selon les mêmes sources les frais d'inscription pour ce DU sont plafonnés à 500 € alors que l'établissement propose un tarif 2 à 900 €.

Mme DANG explique que la plupart des tarifs de D2E en France s'inscrivent entre 250 et 500 € et que l'établissement a choisi de positionner le sien à 150 € afin qu'il soit accessible au plus grand nombre d'étudiants inscrits, le tarif 2 serait quant à lui applicable aux porteurs de projets extérieurs n'ayant pas le statut entrepreneur, qui bénéficierait d'un accompagnement sur mesure, le tarif maximum de 500 € ne s'imposant qu'aux seuls étudiants entrepreneurs.

Aux interrogations de M. CAILLER sur les transferts de brevets entre l'établissement et les étudiants et sur d'éventuels risques de fuite, Mme DANG répond qu'elle ne s'occupe pour sa part que de la partie formation et qu'il conviendrait de se rapprocher de la DRVI pour avoir des précisions sur ce point. M. DIMARCQ confirme que dès qu'il apparaît l'existence d'une invention dans le cadre de l'activité d'une unité de recherche, il y a une notion de propriété intellectuelle dont le suivi est assuré par la DRVI.

Concernant le nombre d'apprenants attendu Mme DANG répond que le souhait de l'établissement est de toucher au moins 15% des étudiants inscrits dans l'établissement, le caractère hybride de la formation permettant une ouverture à un plus large public. Elle précise ensuite que le nombre d'inscrits est à l'heure actuelle inférieur à 15 et qu'ils sont tous titulaires du statut d'étudiants entrepreneur.

M. LEGRAND souhaiterait savoir si ce DU pourrait faire l'objet d'une mineure sur une demi-journée banalisée telle que prévue dans le cadre des masters, Mme DANG répond que les UE Découverte et Deeptech sont déjà des mineures dans certaines EUR, M. AZOULAY ajoute que le but est d'étendre le dispositif à l'ensemble des EUR. Mme DANG précise que si l'UE ne peut être suivie sur la demi-journée banalisée, par exemple pour des étudiants en alternance, un accès à un replay en dématérialisé sera proposé.

Aux interrogations de Mme ROMERO sur le lien entre le DU et invent@uca, Mme DANG indique la présence d'invent@uca dans les workshops en place sur la partie « Idéation, créativité et innovation » de l'UE 1 « Découverte de l'entrepreneuriat ».

Mme HERITIER s'interroge sur la soutenabilité financière et relève des distorsions entre la fiche de vie et la maquette où les mêmes heures apparaissent d'un côté en CM et de l'autre en TD. Mme DANG répond qu'il ne s'agit que de CM. Mme HERITIER en déduit donc que les calculs figurant dans la fiche de soutenabilité pourraient être erronés car elle pense que les heures auraient dû être converties en HEqTD. Elle relève par ailleurs que les heures attribuées aux enseignants de l'établissement et aux extérieurs ne sont pas identiques dans la fiche de soutenabilité et dans la fiche de l'équipe pédagogique. Elle indique enfin que le taux horaire reporté pour les extérieurs ne devrait pas, de son point de vue, être le même que celui des permanents.

Mme DANG précise qu'il n'y aura aucun problème lié à la soutenabilité de la formation compte tenu de l'augmentation attendue du nombre d'inscrits et notamment d'une forte demande de porteurs de projet extérieurs et des financements apportés dans le cadre du dispositif Pépite.

Mme HERITIER regrette que ce soutien ne soit pas reporté dans la fiche présentée et se déclare extrêmement dubitative concernant les chiffres indiqués.

Mme GUIZOUARN confirme la difficulté pour le Conseil de se prononcer sur la soutenabilité de la formation si les chiffres présentés ne sont pas exacts.

Afin que la modélisation et la communication autour de la formation puissent déjà se mettre en place, M. AZOULAY propose en conséquence, un vote favorable du DU sous réserve de sa soutenabilité qui sera présentée au prochain CAC.

En réponse à M. RASSE qui craint une révision du tarif de 150 € à la hausse afin de garantir la soutenabilité de la formation, Mme DANG confirme que le tarif prévu sera maintenu.

M. AZOULAY informe enfin de l'avis extrêmement favorable du rapporteur.

Le DU Etudiant Entrepreneur et le DU DeepTech sont approuvés avec 34 voix pour, 9 voix contre et 8 abstentions.

III.9.2.1- DU Alimentation Durable

M. AZOULAY informe qu'il s'agit de modifications mineures d'un DU existant et qu'à ce titre, il n'a pas été demandé de rapport sur ce point.

M. BOUISSOU, porteur du DU, précise que la formation, qui existe depuis 3 ans portée par l'IDEX, est désormais rattachée à l'EUR Odyssée. Dans un souci d'amélioration de la lisibilité de la formation, de légères modifications, concernant des intitulés d'UE et le regroupement d'ECUE, ont été apportées à cette occasion.

Mme HERITIER s'interroge sur la présence dans l'équipe pédagogique de deux intervenants professionnels auxquels il est attribué 120H alors que le coût total des heures de formation est de 250 H. M. BOUISSOU répond que les 250H se décomposent en 120 H CM et 70 H TD qui comprennent 18 heures/étudiant qui sont des heures d'accompagnement individualisé pendant la phase de stage. M. AZOULAY précise qu'il s'agit ici d'heures maquettes suivies par l'étudiant qu'il convient de distinguer des heures totales de formation.

M. AZOULAY ajoute que cette formation constitue un DU phare pour l'université qui a été cité en exemple et repris par de nombreuses collectivités et qui est très largement autofinancée.

Les modifications du DU Alimentation Durable sont approuvées à l'unanimité avec 50 voix.

III.9.2.1- Modifications de Maquettes et de Modalités de Contrôle des Connaissances

M. AZOULAY précise qu'il restait encore quelques maquettes et MCC à valider dont l'essentiel portent sur des modifications de PASS et LAS.

Concernant les inscriptions en PASS et LAS, M. LEGRAND souhaiterait savoir si la date butoir du 31 octobre jusqu'à laquelle les étudiants peuvent en demander l'annulation peut être communiquée. M. AZOULAY répond par l'affirmative et précise qu'elle a d'ailleurs déjà été diffusée dans certaines composantes.

M. AZOULAY répond ensuite à M. BLANC qu'il n'y a pas d'interclassement mais un classement par parcours de LAS et de PASS. Il précise qu'en Sciences et Technologie un choix est possible entre deux options différentes pour lesquelles il faudra veiller à mettre en place la notation la plus harmonisée possible mais que étudiants suivent tous un parcours identique. Le coefficient a été fixé, avec l'accord unanime des coordonnateurs de l'ensemble des disciplines, à 3 pour les 3 UEs de santé car il a été souhaité un poids prépondérant de ces UE concernant une formation de santé. A M. BLANC qui s'interroge sur la possibilité d'une éventuelle étude statistique par rapport aux années passées, M. AZOULAY fait part de la difficulté de trouver des points de comparaison par rapport aux années antérieures compte tenu des profondes transformations induites par la réforme.

Les modifications de maquettes et Modalités de Contrôle des Connaissances présentées dans le tableau joint sont approuvées à l'unanimité avec 51 voix.

IV.- Vie Universitaire

IV.11- Mise en œuvre du bonus sport

M. AZOULAY rappelle que M. COLSON Vice-Président en charge de la politique sportive, avait présenté, lors de la précédente séance du 1^{er} octobre, un projet de révision du dispositif. Compte tenu de la situation sanitaire, la proposition d'un bonus à 2 niveaux, fonction de l'engagement et de la performance sportive, n'a malheureusement pas pu aboutir. Un travail se poursuit néanmoins pour sa mise en place l'année prochaine, mais pour cette année il est proposé de reconduire le bonus sport à 0,2 points par semestre selon les modalités déjà en vigueur.

Conseil Académique n°11 du 20 octobre 2020

M. LEGRAND souhaiterait savoir si l'octroi d'un bonus du même type pourrait être envisagé pour les étudiants qui ont obtenu le statut « Artiste de Haut Niveau » mis en place depuis quelques années par l'établissement. M. AZOULAY précise que dans le cadre de ce statut des aménagements de suivi d'études sont déjà accordés mais que la proposition d'un bonus pourrait également faire l'objet d'une réflexion.

La reconduction du bonus sport selon les modalités déjà en place est approuvée à l'unanimité avec 51 voix.

IV.12- Examen des propositions de la commission Initiatives Etudiantes du 13 octobre 2020

M. BARONE explique que le contexte sanitaire actuel a affecté la situation des initiatives étudiantes dont le nombre s'en est trouvé considérablement réduit, avec notamment l'arrêt de tous les projets événementiels, ainsi seuls 6 projets ont pu être présentés en commission (cf tableau joint).

Il répond à Mme VAN DE WIELE qui s'interroge sur les types d'avis rendus et sur l'absence d'avis très favorable, que les avis de la commission sont de 3 types : favorable, défavorable ou reporté mais que des commentaires sont assortis à ces avis et peuvent faire apparaître le fort soutien de l'établissement à un projet.

Les propositions de la commission Initiatives Etudiantes du 13 octobre 2020 sont approuvées à l'unanimité avec 51 voix.

La séance est levée à 12H35.

Pour le Président d'Université Côte d'Azur
Le Vice-Président Recherche et Innovation



Noël DIMARCQ